

# GOVERNANCE MATTERS 2008

## INDICATEURS DE GOUVERNANCE DANS LE MONDE 1996-2007

Décideurs, groupes de la société civile, donateurs d'aide et chercheurs du monde entier s'accordent de plus en plus sur l'idée qu'une bonne gouvernance est importante pour le développement. Cet accord de plus en plus général procède d'une foule de mesures empiriques de la qualité des institutions, de la gouvernance, et du climat d'investissement, et des recherches correspondantes, qui montrent l'impact marqué d'une bonne gouvernance pour le développement. Depuis plus de dix ans, les Indicateurs de gouvernance dans le monde jouent un rôle essentiel, permettant ces recherches, suscitant débat et concertation, et sensibilisant aux questions de gouvernance dans la communauté du développement et au-delà. La présente brochure est la septième de la série de documents de recherche sur les problèmes de gouvernance.

Les Indicateurs de gouvernance dans le monde rendent compte de six dimensions de la gouvernance dans plus de 200 pays et territoires, couvrant la période comprise entre 1996 et 2007. Ils permettent d'organiser et de récapituler des données traduisant les vues de milliers d'acteurs du monde entier, notamment des enquêtés interrogés lors des enquêtes sur les ménages et des enquêtes entreprises, d'experts d'organisations non gouvernementales, d'institutions du secteur public, et de fournisseurs d'informations commerciales. La dernière version des Indicateurs de gouvernance dans le monde est fondée sur 35 sources de données provenant de 32 organisations du monde entier (voir l'encadré au verso).

Les six indicateurs agrégés et les sources dont ils proviennent peuvent être consultés (en anglais) à l'adresse [www.govindicators.org](http://www.govindicators.org), ce qui fait des Indicateurs l'une des plus vastes compilations de données inter pays sur la gouvernance qui soient ouvertes au public.

Les Indicateurs sont un outil précieux pour l'évaluation des différences de pays à pays et de l'évolution dans le temps des résultats enregistrés par les pays pour des dimensions essentielles de la gouvernance. Mais bien souvent, il ne suffit pas de voir les différences de notes de gouvernance obtenues par les pays, car des changements sont parfois trop modestes pour être significatifs. Pour rendre ces comparaisons plus parlantes, et éviter de donner une fausse impression de précision s'agissant de petites différences entre pays, on indique des marges d'erreur pour chacune des notes obtenues par les pays. Ces marges d'erreur (que donne la figure au verso) indiquent la fourchette probable de notes pour chaque pays. Cette imprécision, caractéristique de toutes les tentatives faites pour mesurer la gouvernance, est pourtant rarement indiquée de manière aussi explicite que dans les Indicateurs. Grâce aux améliorations apportées d'année en année à ces derniers, ces marges d'erreur se sont rétrécies, et, si elles ne sont toujours pas négligeables, elles sont bien moindres que l'imprécision qui entache séparément chacun des indicateurs de la gouvernance.

### Six dimensions essentielles de la gouvernance

Les auteurs des Indicateurs de gouvernance dans le monde définissent la gouvernance comme l'ensemble des traditions et des institutions qui orientent l'exercice du pouvoir dans un pays. Il s'agit notamment des modalités selon lesquelles les gouvernements sont choisis, contrôlés et remplacés, de la capacité du gouvernement de formuler et d'appliquer efficacement des politiques saines, et du respect manifesté par les citoyens et l'État pour les institutions qui régissent les interactions économiques et sociales entre eux. Les Indicateurs de gouvernance dans le monde mesurent six grandes dimensions de la gouvernance, rendant compte des principaux éléments de cette définition :

- 1. Expression et responsabilisation :** mesure la possibilité pour les citoyens d'un pays de participer au choix de leurs gouvernants, ainsi que leur liberté d'expression, leur liberté d'association, et la liberté de la presse.
- 2. Stabilité politique et absence de violence ou de terrorisme :** mesure la probabilité de voir le gouvernement déstabilisé par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris le terrorisme.
- 3. Efficacité du gouvernement :** mesure la qualité des services publics, les capacités de la fonction publique et son indépendance à l'égard des pressions politiques, et la qualité de la formulation des politiques.
- 4. Qualité de la réglementation :** mesure la capacité du gouvernement d'assurer des politiques et des réglementations bien pensées permettant au secteur privé de se développer et encourageant ce développement.
- 5. État de droit :** mesure la confiance dans les règles de la société manifestée par les agents, et leur respect de ces règles, notamment la qualité des mesures d'application des contrats et des droits de propriété, de la police et des tribunaux, ainsi que la probabilité d'activités criminelles et de violence.
- 6. Lutte contre la corruption :** mesure l'ampleur de l'exercice du pouvoir public pour l'enrichissement privé, y compris les formes mineures et majeures de corruption, ainsi que la mainmise des élites et des intérêts sur l'État.

Nombre de décideurs et de groupes de la société civile utilisent les Indicateurs pour suivre la performance et faire campagne en faveur d'une réforme de la gouvernance. Les Indicateurs servent aussi aux donateurs d'aide qui savent que la qualité de la gouvernance est un déterminant important du succès des programmes de développement. Les chercheurs s'en servent également pour leur recherche empirique sur les tenants et les aboutissants de la bonne gouvernance.

Les Indicateurs montrent que la gouvernance peut véritablement se mesurer systématiquement de pays à pays. Or, cette méthode ancrée dans les faits livre des idées importantes.

- La bonne gouvernance n'est pas l'apanage exclusif des pays riches – il existe en fait une bonne douzaine de pays en développement et émergents (dont la Slovénie, le Chili, le Botswana, l'Estonie, l'Uruguay, la République tchèque, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Maurice et le Costa Rica) obtenant des notes de gouvernance supérieures à celles de pays industriels tels que l'Italie ou la Grèce.
- Même au cours d'une période relativement courte – dix ans – la gouvernance peut connaître des améliorations marquées. En fait près du tiers des pays représentés dans les Indicateurs enregistrent un changement important pour au moins l'un des six indicateurs agrégés entre 1998 et 2007, changements qui se répartissent à peu près à égalité entre améliorations et détériorations.
- Les notions « afropessimistes » sur la gouvernance sont déplacées, plusieurs pays d'Afrique, dont le Ghana, le Libéria, le Rwanda, l'Angola, l'Éthiopie, et la République démocratique du Congo, enregistrant des améliorations notables de la gouvernance au cours des dix dernières années, même si c'est souvent par rapport à un niveau de départ très bas.

Selon la remarque célèbre de Lord Kelvin, « Ce qu'on ne peut pas mesurer, on ne peut pas l'améliorer ». Donnant des outils pour mesurer la gouvernance et suivre l'évolution de sa qualité, les Indicateurs ont contribué à reconfigurer le cadre de conception, de réalisation et d'évaluation des réformes de la gouvernance.

*« Jusqu'au milieu des années 90, je ne pensais pas que la gouvernance puisse se mesurer. Les Indicateurs de gouvernance dans le monde m'ont montré que j'avais tort », dit Shlomo Yitzhaki, Directeur du Bureau central de statistiques d'Israël et Professeur d'économie à l'Université hébraïque. « Les Indicateurs sont à la pointe des méthodes pour l'élaboration d'indicateurs périodiques de gouvernance, qui peuvent être un outil crucial pour les analystes politiques et les décideurs qui veulent des repères pour jauger leur pays. Ils présentent cette caractéristique unique de communiquer les données sous forme agrégée et désagrégée, ainsi que les marges d'erreur estimatives pour chaque pays. Ils constituent sans conteste une norme de transparence des données. »*

Le projet de recherche sur les Indicateurs de gouvernance dans le monde est réalisé par Daniel Kaufmann et Massimo Mastruzzi de l'Institut de la Banque mondiale, et Aart Kraay du Département de la recherche de la Banque mondiale. Ils ne traduisent pas la position officielle de la Banque mondiale, de son Conseil des administrateurs ou des pays qu'ils représentent. La Banque mondiale n'utilise pas les Indicateurs pour l'affectation de ressources.

#### Sources de données pour les Indicateurs de gouvernance dans le monde

##### *Enquêtes sur les ménages et enquêtes entreprises :*

Afrobarometer ; AmericasBarometer ; Business Environment and Enterprise Performance Survey ; Gallup World Poll ; Global Competitiveness Report ; Baromètre mondial de la corruption ; Latinobarometer ; Political and Economic Risk Consultancy ; World Competitiveness Yearbook.

##### *Fournisseurs d'informations commerciales :*

Business Environment Risk Intelligence ; Economist Intelligence Unit ; Global Insight ; iJET Country Security Ratings ; Merchant International Group ; Political Risk Services.

##### *Organisations non gouvernementales :*

Bertelsmann Transformation Index ; Freedom House ; Global E-Governance Index ; Global Integrity Index ; Heritage Foundation ; International Research and Exchanges Board ; Reporters sans frontières ; Open Budget Index.

##### *Organisations du secteur public :*

Évaluations de la politique et des institutions nationales de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement et de la Banque mondiale ; Base de données Cingranelli-Richards sur les droits de l'homme ; Rapport sur la transition de la Banque européenne de reconstruction et de développement ; Base de données « Profils institutionnels » du Ministère français des finances ; Évaluations de la performance du secteur rural du Fonds international de développement agricole ; Perspectives économiques en Afrique du Centre de développement de l'OCDE ; Rapport du Département d'État des États-Unis sur le trafic de personnes [Trafficking in Persons Report].